



**Prise de parole de la FCPE à la conférence de presse organisée le 17 octobre 2023 à l'Assemblée nationale, par Philippe Pautre, administrateur national.**

Nous sommes mi-octobre et le baromètre des enfants à la rue ne fait qu'enregistrer de plus en plus d'enfants à la rue. Les remontées de nos conseils locaux FCPE, conjointement avec RESF, le DAL et Jamais sans toit est sans appel : la situation ne fait que s'aggraver, de mois en mois, d'année en année.

Le constat est alarmant : des enfants scolarisés et leurs familles dorment dehors, leurs parents ont été refusés par le 115, faute de solutions de mises à l'abri disponibles. À la rue ou dans des conditions plus que précaires : squats, tentes, garages loués par des marchands de sommeil, bidonvilles, véhicules, hébergements précaires et provisoires non stables ou chez un tiers pour une nuit ou deux.

Sans compter les familles à la rue qui n'appellent plus le 115, celles qui n'arrivent plus à le joindre, les mineurs non accompagnés et les jeunes majeurs.

En France, en 2023, ce n'est plus acceptable !

À l'approche des Jeux olympiques, des remises à la rue ont eu lieu, des centres d'hébergement ont fermé, des bidonvilles ont été expulsés.

Ces enfants que la vie a meurtris sont scolarisés à l'école républicaine, celle qui se targue d'être égalitaire et un refuge. Malgré leurs douloureuses conditions de vie, ils se rendent dans leurs écoles où ils créent du lien avec leurs camarades. Et la solidarité très souvent s'organise pour pallier les manquements des institutions locales, territoriales, étatiques.

Alors oui, nous occupons des écoles pour une mise à l'abri temporaire, nous entendons souvent l'Éducation nationale et des maires nous rétorquer qu'une école n'est pas un lieu d'habitation. Parce que la rue en est un ? Parce qu'il faudrait fermer les yeux et ne pas voir ces tentes devant les écoles dans Paris par exemple, ces enfants dans des parcs à Grenoble, cette mère et son nouveau-né et son enfant de 4 ans sous un porche, ces enfants dans des squats insalubres dans toute la France ? Comment ne pas perdre son humanité si nous ne répondons pas présents pour aider, protéger et accompagner ? Comment étudier dans des conditions aussi violentes ?

Nos bénévoles essayent avec les associations partenaires et les enseignants de convaincre les autorités politiques de répondre à cette urgence, de respecter les conventions internationales censées protéger ces enfants. Elles abritent quand elles le peuvent, elles occupent quand elles le doivent, elles militent et s'organisent pour apporter assistance et solidarité.

Nous devons nous battre parfois pour faire inscrire ces enfants scolairement, nous battre souvent pour les garder dans leurs écoles quand le lien est créé, parce que c'est leur seul lieu de stabilité ! Nous battre pour les inscriptions à la cantine ou en périscolaire, défendre le rétablissement de leurs simples droits à la scolarité, ce qui n'implique pas d'exiger de se payer une assurance scolaire chez Carrefour par exemple ! Nous démener pour l'obtention des

bourses. Lutter pour exiger et obtenir des modalités de prise en charge claires et communes qu'elles soient associatives ou institutionnelles.

L'insuffisance des moyens alloués, le manque de considération, de coopération et de cohérence entre les différentes administrations, les associations, les politiques, les accompagnants, les professeurs de l'Éducation nationale et les services sociaux sont autant de freins à une prise en charge efficiente, digne et respectueuse de ces enfants et leurs familles.

Il est urgent de donner des moyens à une véritable et importante politique publique de logements, non seulement d'urgence, mais sociale et pérenne.

Nous renouvelons notre appel à tous nos politiques pour la mise en place d'un groupe de travail transversal dont l'ambition première serait de protéger ces enfants ; pour qu'ils ne soient que des élèves protégés et accueillis dans de très bonnes conditions, de vie notamment. Le premier levier doit être le logement. La rue n'est plus une option !